



La Plaine sur mer

MAIRIE DE LA PLAINE-SUR-MER

LOIRE-ATLANTIQUE

Arrêté n° 2024-557-AF

Objet : Arrêté réglementant la circulation au profit de l'entreprise LTP Environnement pour une occupation d'une voie privée ouverte à la circulation publique en relation avec des travaux situés 2 allée des Aubépines.

Le Maire de la commune de La Plaine-sur-Mer,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2213-1,
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L.2122-1,
Vu le code de la route, notamment les articles L.110-1 et suivants, R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-7, R.411-8, R.411-25, R.415-6,
Vu le Code de la voirie routière,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, signalisation temporaire, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992, ainsi que tous les textes modificatifs,

Considérant la requête en date du 19 novembre 2024, par laquelle l'entreprise LTP Environnement située P.A. du Pont Béranger II - 3, rue Alfred Nobel 44680 SAINT-HILAIRE-DE-CHALEONS, demande une autorisation pour intervention sur une voie privée ouverte à la circulation publique,
Considérant que la sécurité des usagers et des intervenants doit être assurée,
Considérant que les pouvoirs de police du Maire s'appliquent sur les voies privées ouvertes à la circulation publique,

ARRÊTE

Article 1 – Prescriptions d'occupation

Le bénéficiaire doit avoir l'accord du ou des propriétaires de réaliser des travaux sur la voie privée. Les prescriptions techniques d'intervention sont fournies par le ou les propriétaires.

1. Le bénéficiaire est autorisé à intervenir sur une voie privée ouverte à la circulation publique, pour une durée de 21 jours, à compter du 2 décembre 2024, pour réaliser : travaux de réhabilitation du réseau EU.
2. Les travaux réalisés respecteront les dispositions applicables à la circulation sur domaine public.

Article 2 – Réglementation de la circulation

1. travaux réalisés par demi chaussée sous alternat manuel.
2. le stationnement sera interdit dans l'emprise des travaux.
3. la vitesse sera limitée à 20 km/h dans l'emprise des travaux.

Article 3 – Sécurité et signalisation de l'occupation du domaine public

Le bénéficiaire de la présente autorisation a la charge de la mise en place, du maintien et de la maintenance de la signalisation de son intervention sur domaine public. Il est responsable vis-à-vis des tiers en cas de manquement.

Article 4 – Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable, elle ne peut être cédée. L'autorisation peut être révoquée à tout moment par l'autorité territoriale sans que le bénéficiaire puisse se prévaloir d'une indemnisation.

Le bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité, que vis-à-vis des tiers, des accidents, dommages de toute nature, qui pourraient résulter de ses actions sur le domaine public ou de l'installation de ses biens sur celui-ci.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions réglementaires définies précédemment, le bénéficiaire recevra une injonction immédiate de procéder au retrait de l'occupation du domaine public.

Article 5 – Exécution de l'arrêté

Madame le Maire, Madame la directrice générale des services, Monsieur le commandant de brigade de gendarmerie, Monsieur le responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 – Délais et voie de recours

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes, 6 Allée de l'île Gloriette – CS 24111 – 44041 NANTES Cedex, ou par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le bénéficiaire peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision

La Plaine-sur-Mer, le 19 novembre 2024

Le Maire,
Séverine MARCHAND



Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 0610111978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux Libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification, qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du service voirie de la Mairie de LA PLAINE SUR MER.

Ampliation

- Affichage sur site par le bénéficiaire
- Le bénéficiaire
- Monsieur le Commandant de la communauté de brigades de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Président de la communauté d'agglomération du Pays de Retz
- Monsieur le Chef de centre de secours de Préfailles/La Plaine-sur-Mer
- Monsieur le responsable du service de Police municipale de La Plaine-sur-Mer